Burundi : Un militant anti-corruption écroué pour "fausse déclaration"

@rib News, 07/02/2012 â€“ Source AFPLe prÃ©sident d'une association de lutte contre la corruption au Burundi a Ã©tÃ© arrÃªt
et Ã©crouÃ© mardi soir pour Â«Â fausses dÃ©clarationsÂ Â» sur Â«Â plainteÂ Â» du ministÃ¨re de la justice, a-t-on constatÃ©
place.Â«Â Un substitut du procureur gÃ©nÃ©ral prÃ¨s la Cour anti-corruption vient de dÃ©cider de m'arrÃªter et de m'incarcÃ©r
la prison de Mpimpa Ã Bujumbura, sur une plainte du ministre de la JusticeÂ Â», a annoncÃ© Ã la presse Faustin Ndikumana,
prÃ©sident de l'association Parole et action pour le rÃ©veil des conscience et l'Ã©volution des mentalitÃ©s (Parcem).
M. Ndikumana a fait cette dÃ©claration au sortir du parquet de la Cour anti-corruption aprÃ¨s plus de six heures
d'interrogatoire, dans la capitale Bujumbura.Des agents de la brigade anti-corruption avaient tentÃ© de l'arrÃªter mardi
matin dans les studios de la Radio publique africaine mais y avaient renoncÃ© face Ã l'hostilitÃ© des journalistes de cette
station privÃ©e, trÃ¨s critique envers le pouvoir. M. Ndikumana s'est ensuite rendu volontairement au parquet.Â«Â J'ai
constatÃ© que c'est le ministre de la justice (Pascal Barandaiye) qui a portÃ© plainte contre moi pour fausses dÃ©clarations
et pour propos diffamatoires, suite Ã une lettre que je lui ai adressÃ©e et des propos que j'ai tenu rÃ©cemment sur plusieurs
radiosÂ Â», a-t-il poursuivi.Le prÃ©sident de Parcem avait affirmÃ© dans sa correspondance qu'Â«Â une somme de deux
millions de francs (1.450 USD) Ã©tait payÃ©e par les demandeurs d'(un) emploi Ã la magistratureÂ Â», et que Â«Â le ministre d
la Justice (avait) une part de responsabilitÃ© dans cet Ã©tat de faitÂ Â», selon une copie de la plainte.M. Ndikumana a estimÃ©
qu'il critiquait en l'occurrence Â«Â un systÃ¨me et non des individusÂ Â», et que Â«Â ces pratiques de corruption existaient
depuis des annÃ©es dans le domaine de la justiceÂ Â».Â«Â Mandela a connu la prison, Gandhi a connu la prison. Etre
emprisonnÃ© pour dÃ©fendre les intÃ©rÃªts de la population, la justice, la vÃ©ritÃ©, pour moi ce sera un honneurÂ Â», a-t-il
ajoutÃ©.Au Burundi, pays considÃ©rÃ© comme l'un des plus corrompus du monde, notamment par l'organisation
Transparency International spÃ©cialisÃ©e en la matiÃ¨re, de nombreux responsables d'organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont
dÃ©jÃ connu la prison, et font rÃ©guliÃ¨rement l'objet de menaces de mort.